



Inter-Agency Task Force on  
**Social and Solidarity Economy**

# **Des solutions sociales et innovantes pour une gestion durable des déchets au Maroc**

*Cas de l'inclusion du secteur informel*

*Fatima Arib  
Université Cadi Ayyad de Marrakech  
Maroc*

Mai 2019

Document provisoire préparé pour le Groupe de travail  
interinstitutionnel des Nations Unies sur l'économie sociale et  
solidaire (UNTFSSSE)

## **Appel à contributions 2018**

### **Mise en œuvre des objectifs de développement durable : quel rôle pour l'économie sociale et solidaire ?**

Présenté à la conférence internationale de l'UNTFSSSE à Genève, 25-26 juin  
2019

Les opinions exprimées dans ce document relèvent uniquement de la responsabilité des auteurs et leur mise en ligne sur la Plate-forme de l'ESS pour les ODD ([unsse.org](http://unsse.org)) ne constitue pas une approbation par Groupe de travail interinstitutionnel des Nations Unies sur l'économie sociale et solidaire (UNTFSSSE) ou ses membres, partenaires et observateurs, des opinions qui y sont exprimées. Aucune publication ou diffusion de ce document n'est permise sans autorisation préalable des auteurs, excepté pour usage personnel.

Ce document est rendu disponible sur la Plate-forme de l'ESS pour les ODD dans la forme et le langage dans lesquels il a été reçu.

## Résumé

L'économie sociale et solidaire (ESS) s'est considérablement développée au Maroc, compte tenu des contextes politique, socio-économique et environnemental des dernières décennies. La transition écologique est également considérée comme une urgence que les politiques de développement et les acteurs de l'ESS, doivent prendre en considération, dans la mesure où elle touche de nombreux secteurs clés pour le développement durable. Ses principes concordent avec les valeurs de l'ESS, conduisant à une évolution vers un nouveau modèle économique et social, où les modes de consommation, de production et de vie collective sont appelés à se renouveler. Des projets de l'ESS sont ainsi engagés dans plusieurs territoires du Maroc, favorisant l'innovation et l'inclusion sociales.

L'objectif de ce papier est de montrer l'importance de l'intégration du secteur informel, comme une solution sociale durable. Nous discutons la pertinence de cette pratique, dans le secteur de la gestion des déchets, à travers l'analyse de deux coopératives créées selon une approche concertée, dans les régions de Meknès et Rabat. Elles sont conçues comme des solutions innovantes pour l'inclusion et la reconversion verte des anciens travailleurs informels des déchets. Des conclusions stratégiques en ressortent pour pouvoir développer des solutions sociales, contribuant à une gestion durable des déchets au Maroc.

## Mots-clés

Déchets, informel, coopérative, inclusion sociale, développement durable.

## Bio

Professeur - économiste à l'Université Cadi Ayyad- Marrakech, spécialiste du développement durable, l'économie sociale, l'économie de l'environnement et du changement climatique.

## Introduction

Au Maroc, le contexte général est marqué par une croissance urbaine, la persistance de la pauvreté et une forte évolution des modes de production et de consommation, générant des volumes importants de déchets, liquides et solides. Il est aussi caractérisé par la généralisation des préoccupations environnementales aux niveaux national et local. Le pays connaît pourtant ces deux dernières décennies, une croissance économique globalement soutenue, grâce à la montée de l'investissement et l'accroissement de la productivité. Cette croissance reste néanmoins irrégulière, à cause de sa dépendance d'une agriculture assujettie aux aléas climatiques.

L'économie sociale et solidaire ESS est porteuse de solutions innovantes pour relever les défis du développement durable de ce pays. La gestion des déchets, composante importante des Objectifs de Développement Durable ODD, apparaît ainsi comme un thème particulièrement intéressant dans la mesure où se sont précisément les groupes sociaux vulnérables qui survivent grâce à la récupération des déchets.

Une gestion durable des déchets permet certes de préserver l'environnement et les ressources naturelles et de créer des richesses et des emplois. L'ODD 12 est un appel explicite à tous les acteurs: producteurs, consommateurs, collectivités et gouvernements, à changer leurs comportements respectifs pour limiter l'impact environnemental de l'ensemble de la chaîne de valeur des produits et réduire les déchets par la diminution de leur production, la récupération, le tri et la valorisation.

Au Maroc, le tri-récupération des déchets est une importante activité économique, essentiellement informelle, où les conditions de travail sont difficiles aussi bien sur le plan sanitaire que sur le plan technique. Les déchets ne renvoient pas seulement à des questions économiques et environnementales, mais aussi à une exclusion sociale. Leur récupération constitue en effet, une des ressources indispensables à la survie de plusieurs milliers d'individus, vivant notamment dans les villes marquées par des inégalités socio-économiques. L'intégration des travailleurs informels est de ce fait un des grands défis de la société marocaine. Des initiatives relevant de l'ESS pour intégrer le secteur informel ont été entreprises dans certains territoires du Maroc, favorisant l'inclusion et la protection de l'environnement.

L'objectif de cet article est de discuter le contexte et la pertinence de deux importantes coopératives Attawafouk<sup>1</sup> et Attadamoun<sup>2</sup> dans les régions respectives de Rabat et Meknès. Nous commençons par présenter les grandes caractéristiques de l'ESS et ses liens avec les défis de développement durable en général et la gestion des déchets en particulier. A travers l'analyse des dites coopératives, ce travail tente de montrer l'apport innovant de ces initiatives pour une inclusion sociale et une reconversion verte d'anciens travailleurs informels des déchets. Nous terminons par une synthèse des leçons tirées de ces expériences, pour tracer certaines orientations stratégiques afin de développer de véritables solutions, contribuant à une gestion inclusive des déchets au Maroc.

## 1. La gestion des déchets: un secteur prometteur pour l'innovation sociale

Le secteur de déchets au Maroc, où une part importante des populations vulnérables y survivent, grâce à la collecte et le tri des déchets, constitue pour l'ESS un important terrain d'innovation sociale, à travers l'intégration du secteur informel.

---

<sup>1</sup> Compatibilité

<sup>2</sup> Solidarité

## 1.1. L'ESS au Maroc: Importance des coopératives

En plus des contraintes concernant la préservation de l'environnement et la lutte contre les effets négatifs du changement climatique, l'importance du secteur informel et du taux du chômage, ainsi que les disparités entre les milieux urbain et rural, ne favorisent pas l'amélioration des conditions de vie d'une bonne partie de la population et accentuent les défis d'inclusion sociale et territoriale.

Pour relever ces défis, le Maroc accorde ces deux dernières décennies un intérêt particulier à l'ESS. Des efforts pour lutter contre les facteurs multidimensionnels de l'exclusion et la pauvreté ont été fournis, tels que l'adoption de l'Initiative Nationale de Développement Humain INDH, les stratégies sectorielles (Tourisme 2020, Artisanat 2020, Plan Maroc vert, ...), ainsi que d'autres programmes d'auto-emploi à l'instar de Moukawalati. L'idée est d'apporter des solutions innovantes aux défis du développement humain.

Les coopératives constituent la principale composante du secteur de l'ESS au Maroc, tant par le nombre d'emplois créés que par sa participation à l'inclusion sociale et au développement économique. Selon les statistiques du ministère de tutelle et de l'Office de Développement de la Coopération ODCO, sur les 19.000 coopératives créées, 14,5% sont gérées par des femmes. Au niveau territorial, la carte des coopératives traduit une répartition équilibrée au niveau des régions, avec une avancée pour Fès-Meknès, Casablanca-Settat et Rabat-Salé-Kénitra. Les principaux domaines d'activités de ces coopératives sont l'agriculture, l'artisanat et l'habitat, mais de nouveaux secteurs font leur apparition dans le tissu coopératif. L'ESS concerne également des secteurs liés à l'économie informelle mobilisant une population précarisée, généralement dans des petits métiers.

On assiste également à l'émergence de certaines initiatives relevant de l'entreprenariat social, développant des projets lucratifs, portées par des jeunes et dotées d'un modèle économique durable, notamment dans les villes de Casablanca et Rabat. Le développement de ces entreprises sociales est handicapé par l'absence d'un cadre juridique adéquat.

L'ESS a été conçue comme une réponse à la pauvreté et l'exclusion de certaines populations et territoires marocains. Le secteur a connu depuis le lancement de l'INDH en 2005, une grande évolution quantitative, mais il n'a pas encore atteint le niveau de développement escompté. Si les programmes sociaux ont permis de résoudre certaines formes de l'exclusion, ils n'ont pas résolu le problème du chômage, surtout des jeunes. En effet, l'ESS emploie uniquement 5% de la population active au Maroc et ne contribue qu'à hauteur de 2% au PIB, (CESS 2015).

Le secteur de l'ESS a besoin de nouvelles possibilités pour se structurer de manière cohérente et articulée, se développer davantage et renforcer son rôle dans le développement socio-économique afin de le rendre plus attractif pour les jeunes. Les activités de l'ESS doivent aussi s'ouvrir sur de nouveaux domaines prometteurs tels que l'économie circulaire, où les structures sociales peuvent développer des solutions durables capables de relever les défis socio-économiques, tout en préservant l'environnement.

Le recyclage des déchets, un des piliers de l'économie circulaire, est en effet une activité créatrice de richesses et de valeur, offrant des solutions aux problèmes environnementaux, tels que la réduction de la pollution de l'air, du sol et de l'eau, la réduction des pressions sur la biodiversité et la réalisation des économies d'énergie, mais également aux problèmes sociaux par la création d'emplois et l'amélioration de la qualité de vie.

## 1.2. Généralités sur le secteur des déchets au Maroc

Aujourd'hui, le monde produit 2.01 milliards de tonnes de déchets municipaux par an. Sans action immédiate, ce chiffre augmentera de 70% en 2050, les déchets solides contribuent

fortement au changement climatique, avec 5% des émissions mondiales des gaz à effet de serre, en 2016, sans tenir compte de leur transport, (Banque Mondiale 2018).

Avec une population de 34 millions d'habitants et un taux d'urbanisation de plus de 60%, le Maroc n'échappe pas à l'inexorable croissance de la quantité de déchets produite qui a atteint 5,5 millions de tonnes de déchets ménagers en milieu urbain et qui atteindra 6,2 millions de tonnes en 2020. Au niveau national, la production totale de déchets atteint plus de 7 millions de tonnes par an, avec une prédominance des matières organiques (70% causant 18 % des émissions totales de gaz à effet de serre du pays). L'industrie génère quant à elle plus d'1,5 million de tonnes annuellement dont 256 000 sont des déchets dangereux. Enfin, les déchets médicaux représentent 6.000 tonnes/an, (SEEE 2014). Ces déchets ont augmenté en volume, en variété et en toxicité, mettant en danger la santé publique et l'environnement.

Cette évolution a remis en cause les systèmes traditionnels de collecte, d'évacuation et d'élimination des déchets. Le pays a ainsi adopté plusieurs programmes et projets pour renforcer le cadre juridique relatif à la gestion des déchets et améliorer la gouvernance du secteur. Le gouvernement a en effet lancé en 2008, le Programme National des Déchets Ménagers PNDM en partenariat entre le Ministère de l'Intérieur, le Ministère Chargé de l'Environnement et les Collectivités Territoriales et avec l'appui de la Banque Mondiale. Ce programme a été amélioré en 2014. L'objectif est de répondre aux défis d'une gestion durable des Déchets Ménagers et Assimilés et s'inscrire dans la modernisation de ce secteur.

Le PNDM révisé vise à assurer la collecte et le nettoyage des déchets ménagers pour atteindre un taux de collecte de 90% en 2022 et 100% en 2030, la généralisation des plans directeurs de gestion des déchets ménagers pour toutes les préfectures et provinces du pays, la formation et la sensibilisation des parties prenantes. Il ambitionne également la modernisation du secteur par la professionnalisation des acteurs, l'intégration du secteur de l'informel, ainsi que la revalorisation des déchets, avec des actions pilotes de tri, pour atteindre un taux de 20% du recyclage en 2020, conformément à la loi-cadre sur l'environnement et le développement durable.

Le Maroc est passé de sa politique d'enfouissement et de fermeture et réhabilitation des décharges sauvages au développement des filières de tri, recyclage et valorisation. L'un des défis persistants est celui de réaliser les Centres d'Elimination et de Valorisation (CEV) des déchets ménagers et assimilés au profit de tous les centres urbains (100%) en 2022. Selon le Secrétariat d'Etat chargé du développement durable, le taux de mise en place de ces CEV a atteint 62,44% des déchets ménagers produits, contre 10% avant 2008. Au total, il existe 25 centres. Par ailleurs, 47 décharges non contrôlées ont été réhabilitées. Le taux des déchets enfouis dans les centres d'enfouissement et de valorisation est aujourd'hui de 37% des déchets ménagers produits, contre 10 % avant 2008. Des expériences de conversion énergétique du Biogaz et de tri ont été aussi développées.

Une grande partie du secteur des déchets fonctionne de manière informelle, particulièrement en ce qui concerne le tri, le recyclage et l'élimination des déchets dans des décharges incontrôlées. C'est essentiellement le développement de cette filière "Tri - Recyclage - valorisation " qui contribue au développement durable des collectivités territoriales. Elle présente de nombreux atouts que ces dernières doivent explorer pour répondre au problème de chômage des jeunes et du secteur informel.

### 1.3. Impacts sociaux et environnementaux du secteur informel des déchets

Dans un pays où la pratique de tri des déchets n'existe pas au niveau du consommateur et les collectivités locales font face à de nombreux défis pour gérer les déchets, les acteurs informels jouent un rôle important dans ce secteur. Ils contribuent à la diminution du volume des déchets à

éliminer, la préservation des ressources et l'amélioration de la qualité de l'environnement. Plusieurs études ont montré la très grande capacité de recyclage et de valorisation des déchets organiques et non organiques par le secteur informel, contribuant de ce fait à la réduction des gaz à effet de serre et donc à limiter le changement climatique (Florin 2015).

Dans des villes marocaines, l'informel constitue la base sur laquelle tient le système de gestion de déchets. Plusieurs études ont mis en évidence l'utilité de ce secteur. Il est considéré comme le premier générateur d'emploi en matière de recyclage et offre la plus grande diversification des filières de valorisation. Il est surtout un moyen d'existence et des opportunités de développement pour un grand nombre de personnes vulnérables, (Afilal 2013). Il est créateur de valeur économique; En transformant les déchets en biens de nouveau commercialisables et en économisant des matières premières et de l'énergie, il crée de la valeur ajoutée. ce secteur permet l'approvisionnement des chaînes de valeur en matériaux disponibles localement et la réduction des coûts de transport et de collecte pour les collectivités. Un autre avantage de ce secteur tient à sa flexibilité, à sa faculté d'adaptation, et à sa capacité de répondre rapidement aux besoins du marché en matière recyclable (ENDA Europe 2014).

Dans les décharges sauvages, les trieurs, les intermédiaires, les grossistes, les éleveurs et les fermiers récupérateurs, travaillent avec une véritable répartition des tâches, mais dans des conditions de vulnérabilité et de précarité, (ENDA Maghreb 2011). La récupération informelle de déchets, faisant vivre plusieurs milliers de personnes, est considérée comme une problématique sociale. Ils sont estimés à 7.000 récupérateurs dont 27% sont des enfants et 10% des femmes, exposés à des risques graves de santé (Banque Mondiale 2014)

Cette catégorie de travailleurs illustre fortement une forme de la pauvreté urbaine. L'accès aux droits fondamentaux et à un travail décent, sont les enjeux prioritaires de lutte contre ce problème, d'où la nécessité d'une gestion qui intègre ces agents pour améliorer leurs conditions de vie.

L'intégration de ces acteurs informels dans la filière de gestion des déchets améliore certes l'efficacité de tout le système. Ses avantages aux niveaux socio-économique et environnemental, ne sont pas à démontrer. Leur inclusion dans la filière des déchets améliore leurs revenus et conditions de vie; Des services de gestion des déchets efficaces et intégrant le secteur informel, permettront d'étendre ces services à d'autres populations défavorisées, (Cerelli, Florin 2016).

Au Maroc, l'ère de l'enfouissement des déchets est révolue au profit d'une stratégie de développement d'une économie circulaire tenant compte à la fois du profit généré par le recyclage et des enjeux environnementaux. Un véritable changement de paradigme s'impose, où on cherche à optimiser les flux de matière et d'énergie pour réduire et contrôler les rejets et les déchets. Ces derniers deviennent des matières premières pour promouvoir le réemploi, la réutilisation, la réparation et le recyclage, (GIZ 2015) L'économie circulaire est une opportunité pour le décollage de toute politique nationale de recyclage. Elle est aussi prometteuse sur le plan social. Elle ne peut en effet atteindre ses objectifs au Maroc, sans prendre en considération le secteur informel et son inclusion sociale.

## **2. Les coopératives Attawafouk et Attadamoun: Modèle d'inclusion sociale et de préservation de l'environnement**

Le PNDM contient des dispositions qui encouragent des mesures d'inclusion des travailleurs informels des déchets. Plusieurs initiatives se sont ainsi développées pour reconnaître le rôle économique et sociétal des récupérateurs informels, clarifier leur statut vis-à-vis des gestionnaires des décharges et de leur droit d'exercer dans des conditions de travail décentes.

Selon les informations fournis par l'ODCO, 31 coopératives ont été créées entre 2005 et 2018. Ces initiatives constituent en ce sens des solutions sociales.

Ce travail s'appuie sur deux coopératives Attawafouk et Attadamoun, les plus importantes en termes du nombre des membres, pour révéler en pratiques l'innovation sociale et son potentiel en matière d'inclusion et de préservation de l'environnement. La démarche adoptée est qualitative et exploratoire.

Liste des coopératives et associations

Région	NOM	Province	Date de constitution	Nombre d'adhérents	Capital libéré
BENI MELLAL-KHENIFRA	BAYTI TRAITEMENTS DE DECHETS	KHENIFRA	22/01/2008	9	81 100
	AZAR	KHENIFRA	27/04/2013	13	39 000
	AL KARAMA	FKIH BEN SALEH	15/09/2015	7	3 500
CASABLANCA-SETTAT	BAB AL KARAM	MOHAMMEDIA	03/12/2016	5	25 000
	ATTAHADI ALBAIE	CASABLANCA	29/12/2016	6	1 500
	COOPECO	EL JADIDA	08/11/2017	5	1 000
	ANFASS NEW	EL JADIDA	15/08/2017	5	1 000
	CGD ENVIRONNEMENT	CASABLANCA	01/02/2018	5	10 000
	COOP/SB AL AKCHAK AL IKOULOGIA LI SIDI BERNOUSSI	CASABLANCA	05/08/2015	7	700
DRAA-TAFILALET	BAB EL KHMISE	TINGHIR	20/02/2017	5	2 500
FES-MEKNES	TAZA BIO	TAZA	11/11/2017	5	500
	AL KOUTLA	FES	10/11/2011	9	3 500
	ATTADAMOUNE	MEKNES	28/03/2015	140	14 200
GUELMIM-OUED NOUN	ALBAIA	ASSA-ZAG	16/02/2018	5	1 000
LAAYOUNE-SAKIA EL HAMRA	AKCHAT	LAAYOUNE	28/03/2015	7	1 000
	ALFATH LIALALAF	LAAYOUNE	26/09/2016	5	1 000
	TRAITEMENT RECYCLAGE	LAAYOUNE	13/07/2017	5	1 000
ORIENTAL	RECUPERATEURS DE PAPIERS	NADOR	28/04/2005	18	20 000
	ARRACHAD	OJDA ANGADE	06/07/2007	7	7 000
	ORIENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET TRAITEMENT DES DECHETS COETRAD	NADOR	22/07/2016	5	5 000
	EL KHAYR	TAOURIRT	29/08/2016	5	3 510
MARRAKECH-SAFI	MOUBADART	YOUSOUFLIA	06/10/2016	5	1 000
RABAT-SALE-KENITRA	ATTAWAFOUK	SKHIRATE TEMARA	19/07/2010	157	16 300
	ARRACHAD	KHEMISSET	03/03/2003	8	16 800
	AL JHAOUIA TRAITEMET DE DECHETS	SALE	07/01/2013	30	3 000
	ANNAJAH	RABAT	26/03/2014	7	1 700
	ESPACE BLEU	KENITRA	25/07/2016	5	2 500
	ALOFOK ALJADID	SALE	27/07/2016	10	1 000
	EN VERT	SALE	10/01/2018	5	1 200
	ANNOUR AL AKHDAR	SIDI KACEM	18/02/2018	5	13 000
	TANGER-TETOUAN-AL HOCEIMA	TANGER RECYCLAGE	TANGER-ASSILAH	10/11/2016	12
	AL HOCEIMA	AL HOCEIMA	22/06/2015	7	700

Source: ODCO

## 2.1. Présentation des coopératives

Les CEV de Meknès et celui d'Oum Azza à Rabat, sont présentés comme un modèle pour la protection de l'environnement, incluant un volet social. Des ex-travailleurs informels y sont regroupés en coopérative et vivent de la collecte et le tri de leurs produits. A travers le chantier d'inclusion sociale dont elles sont porteuses, ces coopératives articulent les deux autres dimensions de développement durable.

Une convention a été signée en 2007, entre les autorités locales et le groupe Pizzorno Environnement qui gérait la décharge d'Akkreuch près de Rabat, pour remplacer cette dernière par le Centre d'Enfouissement Technique (CET) d'Oum Azza, intégrant un centre de tri des déchets. Cette convention stipulait notamment l'association et l'intégration des 150 trieurs - récupérateurs informels, dont 22 femmes, dans un cadre organisé visant l'amélioration de leurs conditions de travail et de leur statut. C'est dans ce contexte que la coopérative «Attawafouk» a été mise en œuvre en 2010, avec l'assistance de l'ONG international, CARE.

Sur un site de 110 ha, la décharge d'Oum Azza assure le traitement de près de 850.000 tonnes par an, venant de 13 communes de la région de Rabat. L'unité de valorisation de la décharge est dotée d'un centre de tri permettant le recyclage des matières telles que le papier, les métaux et les plastiques. La coopérative exploitante, Attawafouk, arrive à extraire plus de 5.000 tonnes par an de matières valorisables. La décharge d'Oum Azza s'est aussi engagée dans la valorisation



des déchets verts en les transformant en composte de qualité pour une quantité de 80.000 tonnes par an.

Quant au CEV de Meknès, il a été créé en 2014 pour remplacer l'ancienne décharge sauvage de la ville, qui recevait chaque année 185.000 tonnes de déchets. Il est géré par SITA Atlas, filiale de Suez Environnement, s'étale sur 52 hectares et dispose d'une capacité de 200.000 à 330.000 tonnes de déchets ménagers et assimilés par an. Il produit du biogaz et du compost à partir des déchets verts et de certains types de déchets organiques en mélange, pour les besoins agricoles. Les ex-travailleurs informels, vivant de la vente des déchets valorisables (plastique, métal, verre, carton...) qu'ils récupéraient sur la décharge sauvage, ont été rassemblés dans la coopérative Attadamoun, un projet social rendu possible grâce à la coopération entre différentes parties prenantes, afin de maintenir les activités de ces acteurs, tout en améliorant les conditions de leur sécurité.

Dans ce contexte marqué par une nouvelle perception du secteur informel, non plus comme un risque mais comme une composante incontournable du système. Plusieurs autres actions ont été entreprises dans 10 des 12 régions administratives.

Au niveau de Casablanca, où la collecte dépasse 4.000 tonnes de déchets par jour, (GIZ 2013), des initiatives intéressantes ont été développées. A titre d'exemple, le centre de tri et de recyclage de Sidi Bernoussi, une association dont les employés sont des ex-chiffonniers, rentre dans le cadre des projets de l'INDH. Il joue un rôle important en matière de sensibilisation, d'encadrement et d'insertion socio-économique des personnes intervenant dans les opérations de collecte et tri de déchets ménagers. Pour sensibiliser les ménages et faciliter l'activité du centre, l'association a mis en place, dans les quartiers ciblés, des kiosques écologiques pour recevoir les déchets ménagers transportés par la suite au centre pour tri et valorisation. Les éco-kiosques visent à diffuser la culture du tri préalable des déchets auprès de la population et à la sensibiliser à son importance en tant que processus essentiel dans le cycle de traitement des déchets. Cette initiative a été dupliquée dans d'autres quartiers de la ville de Casablanca.

## 2.2. Apports innovants

Les deux coopératives Attawafouk et Attadamoun sont devenues un maillon important de la chaîne de tri et de valorisation des déchets au sein de leurs CEV respectifs à Rabat et à Meknès. Les apports innovants de ces initiatives sont analysés ici à travers 4 éléments: le modèle de gouvernance, le modèle économique, les impacts environnementaux et l'ancrage territorial. Les changements portés par ces coopératives touchent aussi bien leurs membres que leurs parties prenantes.

Ces deux exemples de coopératives ont un modèle de gouvernance fondé sur des critères d'inclusion sociale, orienté vers les besoins de leurs membres et appuyé par de nombreux acteurs locaux, nationaux et internationaux. Leur création a pris forme par la mise en place de comités de pilotage et après des réunions de concertation entre de nombreux acteurs du territoire, notamment les travailleurs informels, les communes, le département de tutelle, les sociétés gestionnaires des CEV. Une dynamique de concertation a été ainsi créée entre tous les acteurs et à tous les niveaux.

Au sein de ce modèle, les rapports sont collaboratifs en faveur de l'insertion, le bien être et l'épanouissement des membres. Des séminaires d'accompagnement social et des formations techniques et qualifiantes dans le domaine de la gestion des déchets ont eu lieu avant et après le lancement des activités. En plus de l'accessibilité à l'emploi des personnes exclues et la professionnalisation et l'autonomisation des personnes en insertion, l'intégration des

récupérateurs informels sous forme de coopérative structurée a permis la création d'un nouveau statut "ouvrier - trieur" et la reconnaissance de ce métier.

Les deux coopératives ont su également développer des collaborations avec les acteurs de leur environnement. Les ressources financières sont issues de la vente des matériaux recyclables. Les membres se sentent tous égaux, en recevant le même salaire mensuel. Les bénéfices sont réparties en fin d'année.

Les impacts environnementaux générés par ces coopératives peuvent être appréhendés au regard de plusieurs pratiques: La valorisation des déchets par le réemploi et le recyclage, la diminution du volume de déchets à éliminer, la sensibilisation et l'éducation à l'environnement. L'appropriation que les membres font de leur coopérative les amène à véhiculer des pratiques de préservation de l'environnement.

Ces coopératives se sont appuyées, pour leur création et fonctionnement, sur la constitution d'une coalition d'acteurs territoriaux hétérogènes, comprenant à la fois des organismes privés et publics, des collectivités territoriales, le département ministériel, l'ODCO et les bénéficiaires. Leur ancrage territorial se distingue par le choix des membres, exclusivement des ex-trieurs des anciennes décharges, le choix de fournisseurs locaux, et en termes d'approvisionnement des déchets émanent seulement des communes de leur territoire. L'organisation de quelques journées de sensibilisation et d'échanges d'expériences avec d'autres coopératives et associations locales ont aussi renforcé cet ancrage territoriale. Le développement des activités de ces organismes contribuera certes à l'amélioration de la compétitivité locale.

### 2.3 Leçons tirées des expériences de l'intégration du secteur informel

Si le développement durable nécessite un compromis entre l'économique, le social avec l'environnement, ce dernier, comme le montre le travail de Bertini, Brakez (2008), constitue également un champs d'exercice de forces sociales. Ces deux coopératives d'inclusion sociale du secteur informel des déchets, servent aujourd'hui d'exemple de solutions, sociales et écologiques, innovantes au Maroc, pour une voie vers le développement durable. L'implication d'une multitude d'acteurs concernés et des bénéficiaires dans une démarche de résolution de problème sociale en est la principale justification.

Ces expériences ont montré que l'organisation est une condition préalable à l'intégration des travailleurs informels. Leur structuration est nécessaire, elle facilite leur représentation, avec une identité légale et une reconnaissance formelle, au sein des organes de décision. Cette intégration a également fait connaître la contribution économique des travailleurs du secteur informel. Elle leur permet de mieux se développer dans un marché concurrentiel. Pour que ces coopératives soient compétitives et des fournisseurs de services fiables et réguliers, elles doivent être appuyées par des formations pour acquérir des compétences managériales, définir des stratégies de développement, maîtriser les techniques de tri et de recyclage et s'adapter aux exigences fiscales en vigueur.

L'objectif ne doit pas être seulement d'aboutir à la formalisation des acteurs informels de la gestion des déchets, de renforcer leur intégration dans la filière pour améliorer les conditions de vie et les revenus des acteurs informels, mais aussi de leur offrir une perspective d'implication à long terme dans cette filière. Une gestion des déchets socialement intégrée devrait s'appuyer sur une véritable ingénierie sociale, (Barlet 2010). Dans ce contexte, les acteurs de l'ESS au Maroc sont appelés à jouer un rôle important dans la production, l'expérimentation et la diffusion d'innovations sociales durables, pour améliorer la qualité de vie des individus et des communautés défavorisés en luttant contre le chômage et la pauvreté, tout en accordant de l'importance aux préoccupations environnementales. Les responsables communaux, acteurs-clés

dans la collecte des déchets ménagers, doivent également s'approprier cette nouvelle logique de développement par l'inclusion.

Il serait aussi intéressant de préparer une autre solution innovante: fédérer les coopératives dans une structure qui soit à la fois proche des coopératives mais aussi capable d'asseoir une notoriété sur le marché national: Groupements d'Intérêt économique ou clusters, des modèles réussis dans d'autres secteurs d'activités.

## Conclusion

La gestion durable des déchets est aujourd'hui au cœur de la Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD). L'informel joue un rôle important dans la gestion des déchets solides, par la réduction des coûts de leur gestion pour les communes, en plus de la contribution à la protection de l'environnement et la préservation des ressources naturelles. Son intégration dans la filière de traitement des déchets a un impact positif démontré sur l'amélioration des conditions de travail et des revenus des populations défavorisées et la minimisation de l'exode rural.

Les deux coopératives étudiées constituent ainsi des exemples d'actions entreprises par les acteurs de l'ESS, pour atteindre plusieurs ODD, en permettant de considérer tous ensemble, la gestion des déchets, l'inclusion sociale et la préservation de l'environnement. Elles contribuent directement à la lutte contre la pauvreté (ODD1), le renforcement d'un travail décent pour une population marginalisée (ODD8), ainsi que la promotion de modes de production et de consommation responsables (ODD12).

Malgré que cette intégration n'est qu'à ses début au Maroc, l'analyse des pratiques spécifiques des deux coopératives Attawafouk et Attadamoune a permis d'identifier leur potentiel en matière d'inclusion et de protection de l'environnement, et leur portée de transformatrice sociale. Le modèle de ces coopératives reste certes perfectible, mais constitue un exemple d'organisation formelle, à généraliser sur l'ensemble des collectivités territoriales, dans le cadre de la transposition territoriale de la SNDD. L'enjeu consiste aujourd'hui à dépasser la simple réponse formulée, souvent dans l'urgence aux conditions précaires de travail, en optant pour des structures cohérentes et performantes.

Sans nier que l'intégration de ce secteur informel, tant au niveau technique que politique, est un exercice difficile, vu les différents intérêts des intervenants, ce travail montre que les solutions sociales innovantes doivent être conçues comme un levier de transformation sociale qui met l'accent sur le processus et les résultats, et où les préoccupations environnementales sont bien intégrées. La durabilité de ces initiatives requiert des efforts supplémentaires en matière de conception, de méthode ou de gouvernance. Les modèles d'inclusion identifiés au Maroc nécessitent ainsi une ingénierie sociale forte, pour permettre aux acteurs exclus de monter en compétence et de devenir des prestataires reconnus pour leur savoir-faire. C'est au travers une mise en œuvre de la SNDD, en faveur de l'intégration de l'informel et des projets de collectivités, d'entreprises ou d'individus, que la gestion durable des déchets constituera un levier d'innovation sociale au Maroc.

## Références

- AFILAL M.E. 2013. " Potentiel des déchets organiques et valorisation énergétique au Maroc". Bulletin d'Information de l'Académie Hassan II des Sciences et Techniques, n°14.
- BANQUE MONDIALE. 2014. " Valorisation et gestion durable des déchets au Maroc".
- BANQUE MONDIALE. 2018. " Déchets: Quel gâchis 2.0? un état des lieux de la gestion des déchets ménagers à l'horizon 2050."
- BARLET K. 2010. "Traitement des déchets solides: Vers une meilleure intégration du secteur informel. Leçons apprises au Brésil, en Égypte et en Inde". GRET Le Semestriel de l'Actualité des services aux entreprises.
- BELGHAZI S. 2008. " Analyse des Impacts Sociaux et sur la Pauvreté de la Réforme du Secteur des Déchets Solides Ménagers Au Maroc". Coopération Belge. PNUD. Banque Mondiale. Secrétariat d'Etat chargée de l'Eau et de l'Environnement.
- BERTOLINI G., BRAKEZ M. 2008. "Gestion des déchets, innovations et territoires: Retours d'expériences et recherche contextuelle". *Marché et organisations*. 7(2). 92-113. <https://www.cairn.info/revue-marche-et-organisations-2008-2-page-92.htm>
- CESE. 2015. "Economie Sociale et Solidaire Un levier pour une croissance inclusive". *Auto-Saisine* n° 19/2015.
- CIRELLI C., FLORIN B. 2015. « Vivre des déchets: acteurs, dispositifs et enjeux de la valorisation ». p. 13-56. *Sociétés urbaines et déchets. Eclairages internationaux* PUF.
- CIRELLI C., FLORIN B. 2016. "Les récupérateurs de déchets: entre marginalisation et reconnaissance". *Mouvements des idées et des luttes* (ISSN : 1291-6412). Où va l'homme détritit?, <<http://mouvements.info/recuperateurs-de-dechets/nouvelles-concurrences-et-convoitises-autour-du-dechet-acteur%20b7e%20b7s-enjeux-extensions>>.
- ENDA EUROPE. 2014. "Etats des lieux du secteur informel des déchets en Afrique et dans les Caraïbes : pour une gestion inclusive et sociale".
- ENDA MAGHREB. 2011. " La filière informelle de récupération et de recyclage des déchets solides au Maroc" [http://www.enda.org.ma/IMG/Depliant\\_d\\_information\\_sur\\_la\\_filiere\\_informelle\\_de\\_recuperation\\_des\\_dechets\\_menagers.pdf](http://www.enda.org.ma/IMG/Depliant_d_information_sur_la_filiere_informelle_de_recuperation_des_dechets_menagers.pdf)
- FLORIN B. 2015. "Les récupérateurs de déchets à Casablanca: l'"inclusion perverse" de travailleurs à la marge ". *Sociologie et sociétés*. Travail et informalité. Nouvelles figures de l'exploitation et des mobilisations au Nord et au Sud. Presses de l'Université de Montréal. p. 73-96.
- GIZ - MAGG. 2013. "Analyse des chaînes de valeur sectorielles, Analyse de la chaîne de valeur des filières de recyclage pour la région du Grand Casablanca".
- GIZ. 2015. "Valoriser l'intégration de l'informel: le recyclage inclusif dans l'Afrique du Nord et le Moyen Orient". juin. <http://www.springloop.nl/wp-content/uploads/2017/02/Valorisation-de-LIntegration-de-Linformel-Franc%CC%A7ais.pdf>
- SEEE. 2014. " Stratégie et plan de communication. Programme National des Déchets ménagers et Assimilés. Note de synthèse". Rabat.